



## Disparition de L'Echo Un mauvais coup pour le pluralisme

« Ce numéro de *L'Echo* est le dernier. Adieu aux lecteurs. » La une de ce jour du quotidien régional *L'Echo*, aux allures de faire-part de décès, annonce : « Asphyxié économiquement, votre journal n'aura pas survécu à la crise de la presse. A vous, fidèles lecteurs et amis, nous donnons un ultime rendez-vous aujourd'hui à 17 h devant le tribunal de commerce de Limoges, place Winston-Churchill, pour un au-revoir fraternel. »

Sauf improbable rebondissement de dernière minute, cette audience du tribunal de commerce de Limoges devrait en effet acter la liquidation d'un titre dont l'ancêtre avait paru dans la clandestinité, en septembre 1943. C'est évidemment une mauvaise nouvelle pour la quarantaine de salariés que compte encore le journal, qui avaient déjà dû faire face à un redressement judiciaire en 2012, suivi d'un plan de continuation. Le SNJ-CGT leur apporte évidemment tout son soutien. Mais une mauvaise nouvelle aussi pour les lecteurs de *L'Echo* et les citoyens en général. Une mauvaise nouvelle pour le pluralisme de la presse, tout simplement.

A l'heure où l'offre de quotidiens régionaux se réduit bien souvent à un seul titre sur une grande partie du territoire, alors que la majorité des médias français sont détenus par une poignée de milliardaires, dont beaucoup à la tête de groupes dépendant des commandes publiques, nous avons plus que jamais besoin de titres qui font entendre une voix différente.

Alors que d'autres rédactions sont actuellement en sursis, comme *l'Humanité*, les pouvoirs publics se doivent d'être garants du pluralisme, notamment par le biais d'une totale remise à plat du système des aides à la presse, que revendique depuis longtemps le SNJ-CGT. A l'inverse, le SNJ-CGT dénonce l'inaction du gouvernement, qui, par exemple, assiste en spectateur au scandaleux dépeçage dont fait l'objet le groupe de presse magazine Mondadori France.

L'appel intersyndical à la grève et aux manifestations du 5 décembre doit aussi être l'occasion de revendiquer les conditions d'une presse libre, indépendante, pluraliste... et vivante.

**Montreuil, le 6 novembre 2019**